

BUREAU DE L'INTEGRATION DFAE/DFFP

777.231.12 - col/hem

787.5

Berne, 5 décembre 1990

CONFIDENTIELSéance du groupe de négociation sur la libre circulation
des services et des capitaux (GN II) des 28-29 novembre 1990

Note à: - M. le Secrétaire d'Etat F. Blankart
- M. l'Ambassadeur J. Kellenberger
- M. l'Ambassadeur M. Baldi

Copie à: (avec annexes)

DFF:

- Secrétariat général (Secrétaire général L. Erard)
- Administration fédérale des finances (Directeur U. Gygi)
- Administration fédérale des finances, WWT (R. Sansonetti)
- Secrétariat de la Commission fédérale des banques
- Administration fédérale des contributions, Secrétariat de direction

DFAE:

- Service économique et financier
- Direction du droit international public
(Ambassadeur M. Krafft, Ministre F. von Däniken)

DFJP:

- Office fédéral de la justice (M. le Directeur H. Koller)
- Office fédéral de la justice, Division des affaires internationales
- Office fédéral des assurances privées
- Office fédéral de la police

DFTCE:

- Secrétariat général
- Office fédéral des transports
- Office fédéral de l'aviation civile

DFI:

- Office fédéral de la culture

DFEP:

- OFAEE: jek, ari, pur, gir, was, lem, bro, get, egg, vwa, sti, col, sal, bau, maa, zis, sey, fed, nep, mey, rey, roy, sce, sho, gab, win

- Mission suisse auprès des CE, Bruxelles
 - Délégation suisse près l'AELE et le GATT, Genève
 - Délégation suisse près l'OCDE, Paris
 - Ambassades de Suisse à Athènes, Bonn, Bruxelles, Copenhague, Dublin, Helsinki, La Haye, Lisbonne, Londres, Luxembourg, Madrid, Oslo, Paris, Rome, Stockholm, Tokyo, Vienne, Washington
 - Banque nationale suisse, Zurich (1er Département et M. Zwahlen, Directeur général, 3ème Département)
 - Vorort, Zurich
 - Union suisse des arts et métiers, Berne
 - Association suisse des banquiers, Bâle
 - Association des bourses suisses, Zurich
 - Association suisse d'assurance, Zurich
 - Industrie-Holding, Berne
-

Nous vous faisons parvenir ci-joint le rapport sur la dernière réunion du Groupe de négociation sur la libre circulation des services et des capitaux (GN II) au niveau AELE.

Au cours de la réunion informelle du Bureau élargi (Commission des CE; chefs de délégation des pays AELE et Secrétariat) qui l'a suivie, deux questions principales ont été abordées: les clauses de sauvegarde et le régime à l'égard des pays tiers pour les services financiers. Un premier échange de vues a en outre eu lieu sur les articles du traité. Il a montré un certain nombre de divergences, la Commission des CE voulant exclure du traité EEE notamment les articles concernant l'évolution future des règles de l'EEE et les articles sur les institutions.

Clauses de sauvegarde

Deux types de clauses sont en discussion: d'une part celles qui, dans le traité de Rome et dans l'acquis secondaire, permettent des mesures de sauvegarde en cas de difficultés causées par la libre circulation des capitaux, en cas de dévaluation compétitives et en cas de difficultés de balance des paiements et, de l'autre, les clauses de sauvegarde qui pourraient éventuellement remplacer les demandes d'exceptions des pays de l'AELE dans le domaine des achats immobiliers et des investissements directs.

Pour les clauses de sauvegarde du Traité de Rome le problème qui subsiste est dû à l'insistance de la CE sur la nécessité pour les pays de l'AELE d'instituer des procédures aussi contraignantes que celles qui existent dans la CE pour la mise en oeuvre de ces clauses (pilier AELE). Une telle structure n'a aucun sens du point de vue économique et de l'efficacité du contrôle, car si un pays de l'AELE prend des mesures de sauvegarde, celles-ci affecteront principalement les pays de la CE. Elle permet simplement à la CE de maintenir son autonomie (qu'elle revendique) dans la gestion des clauses de sauvegarde pour ses Etats membres.

Pour ce qui est des clauses de sauvegarde destinées à remplacer les demandes d'exceptions, la position avancée par les pays de l'AELE reprend la procédure contenue dans les éléments pour une percée politique: notification et consultation préalables, mais autonomie de décision pour le déclenchement de la clause; "monitoring" au niveau EEE; contrôle judiciaire par la Cour EEE après plainte.

Pour les achats immobiliers, la suggestion suisse de baser les critères d'application de la clause de sauvegarde sur l'art. 73 du Traité de Rome a été retenue, c'est-à-dire que les conditions suivantes doivent se présenter simultanément:

- il faut qu'il y ait un développement imprévisible, causé par un afflux de capitaux de l'étranger;
- qu'il y ait un problème effectif et démontrable, conduisant à une perturbation du fonctionnement du marché de l'immobilier;
- que cette perturbation mette en danger la capacité de la population résidente d'acquérir ou de louer à des prix raisonnables les biens immobiliers dont elle a besoin pour son logement et pour ses activités économiques;
- que les instruments (non-discriminatoires) dont disposent les autorités pour régler le marché de l'immobilier ne puissent plus correctement jouer leur rôle.

La réaction de la Commission des CE (van der Pas) a été la suivante:

- la CE dispose d'un appareil institutionnel (Conseil, Commission, Comités) pour apprécier l'existence des conditions d'utilisation des clauses de sauvegarde; les Etats membres ne sont pas autonomes. Un libellé de la clause qui laisse une marge d'appréciation exige un tel appareil institutionnel. Il faut au moins que l'équilibre entre les "deux parties" (la CE et l'AELE) soit rétabli par un pilier AELE.
- C'est seulement si les critères de déclenchement sont très précis (c'est-à-dire s'ils sont objectivement observables et ne laissent pratiquement pas de marge d'appréciation) que l'on pourrait éventuellement envisager un déclenchement autonome.
- Si les pays AELE veulent pouvoir déclencher d'une manière autonome des clauses de sauvegarde qui font obstacle à une des quatre libertés, il faut que la CE puisse rétablir l'équilibre du traité c'est-à-dire, en clair, qu'elle puisse prendre des mesures de rétorsion.
- S'il s'agit de régler un problème qui a une portée politique, une clause de sauvegarde générale du type art. 226 Traité de Rome devrait suffire.

A court d'arguments convaincants pour leurs difficultés dans le domaine des investissements directs, les pays nordiques ont essayé de faire passer une clause de sauvegarde générale qui couvre aussi bien les achats immobiliers que les rachats d'entreprises par des étrangers. Soutenu par l'Autriche, je me suis fermement opposé à cette tentative qui mélange deux problèmes totalement différents et qui donnerait des arguments très faciles à la CE pour

réfuter le sérieux des critères invoqués. Le problème des Nordiques est principalement dû à la crainte qu'ils ont de voir leurs entreprises, affaiblies par la protection dont elles ont jusqu'ici bénéficié, rachetées par des étrangers avec pour conséquence fermetures, pertes d'emplois, migration des activités de R + D. Les achats de biens immobiliers par des étrangers sont loin d'avoir l'importance qu'ils ont en Suisse. Le type d'achat de biens immobiliers qui préoccupe les Nordiques concerne surtout les forêts dont sont propriétaires les entreprises du secteur du bois.

Pour la Suisse, il s'agira maintenant de développer un libellé plus précis de clause de sauvegarde pour les achats de biens immobiliers. Contrairement à la libre circulation des personnes, nous ne sommes cependant pas seuls à avoir des problèmes dans l'immobilier. Tous les pays de l'AELE - à l'exception de la Suède - sont intéressés à une clause de sauvegarde dans ce domaine. Il ne sera donc vraisemblablement pas possible d'avoir dans le traité une clause spécifique pour la Suisse.

Régime à l'égard des pays tiers pour les services financiers

Répondant aux questions des pays de l'AELE sur le projet d'une nouvelle proposition CE (qui doit encore être approuvée par les Etats membres!), van der Pas donne les précisions suivantes:

- Il s'agit d'un compromis entre l'autonomie que veulent maintenir les pays de l'AELE et le "burden sharing" que veut la CE.
- Les pays de l'AELE sont libres d'être plus libéraux dans l'octroi de licences à des banques de pays tiers mais dans ce cas la validité de ces licences sera limitée à leur territoire.
- Par contre, si c'est la CE qui veut être plus libérale que les pays de l'AELE, la licence qu'elle accorde aux pays tiers concernés doit être reconnue dans l'ensemble de l'EEE. A l'objection des pays de l'AELE qu'il s'agit d'une situation asymétrique van der Pas répond que cela est justifié par l'asymétrie fondamentale de la négociation: les pays de l'AELE auront accès à un marché beaucoup plus grand que celui qui s'ouvre aux Etats membres de la CE. C'est le prix que nous devons payer pour avoir accès au marché CE!
- En cas d'appréciation identique du manque de réciprocité dans un pays tiers, c'est la Commission qui négociera avec ce pays d'une manière indépendante. Son mandat de négociation fera simplement l'objet de la procédure de consultation et d'information. L'objectif de la CCE sera d'obtenir le même accès pour les pays de l'AELE que pour les Etats membres de la CE. Si cet objectif est atteint, les résultats de la négociation doivent être acceptés par les pays de l'AELE.
- Pour van der Pas une situation d'ouverture partielle (seulement pour certaines banques) d'un marché d'un pays tiers n'est pas envisageable, car elle mettrait la CCE devant le problème insurmontable de répartir les résultats de la négociation parmi les Etats membres.

Bien que la nouvelle proposition communautaire constitue un progrès, il reste encore plusieurs points à clarifier et à corriger, notamment en ce qui concerne le maintien du "treaty making power", la possibilité d'"opting out" individuelle et la possibilité de refuser les résultats d'une négociation qui ne correspondent pas à nos intérêts.

BUREAU DE L'INTEGRATION DFAE/DFEP

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'G. A. Colombo'. The signature is fluid and cursive, with a long horizontal stroke at the end.

(Giovanni A. Colombo)

Annexe mentionnée

Notiz

Sitzung der EFTA-Verhandlungsgruppe II (NG II) Brüssel, den 28. und 29. November 1990¹

1. Zusammenfassung

Zu den **Drittlandbeziehungen** im Bereich der **Finanzdienstleistungen** (Abschnitt 2.3) haben die EFTA-Länder früher den Vorschlag eines de facto gemeinsamen, de iure autonomen Aussenregimes der EFTA- und EG-Länder vorgelegt. Die EG ist schriftlich auf diesen Vorschlag eingegangen. Es ist jedoch nicht klar, ob sie ein 'opting out' für individuelle EWR-Vertragsparteien zuzulassen bereit ist.

Im Bereich der **Kapitalverkehrs-Schutzklauseln** (Abschnitt 3.4) stellt die EG die Forderung, dass sich die EFTA-Länder als (bindenden) 'Pfeiler' formieren sollten. Die EFTA-Länder sind in der Ablehnung dieser Forderung einiger als früher. Die Zusammenarbeit in der EFTA soll nicht-bindend sein.

Die EG-Kommission hat erstmals 'pipeline acquis' im Bereich der **Informationsdienstleistungen** auf den Tisch gelegt (Abschnitt 7).

In den Diskussion über **Schutzklauseln als Ersatz für permanente Ausnahmen** (Abschnitt 9) findet ein schweizerischer Vorschlag in der EFTA ein positives Echo. Der Vorschlag sieht vor, die Schutzklausel nach Artikel 73 EWGV auf den Immobiliensektor anzuwenden und die von der EG benannten Kriterien für die Auslösung zu übernehmen.

1. Schweizerische Delegation:

G. A.	Colombo
L.	Beglinger
R.	Lempen
R.	Winzap
R.	Sansonetti
B.	Gasser
Ch.	Schoenenberger
M.	Maurer
S.	Matthey

Integrationsbüro EDA/EVD
Finanz- und Wirtschaftsdienst EDA
BAWIEVD
BAWIEVD
Eidg. Finanzverwaltung WWT EFD
Integrationsbüro EDA/EVD
Integrationsbüro EDA/EVD
SNB Zürich
Schweiz. Bankiervereinigung, Basel

2. Finanzdienstleistungen

2.1. EG-'acquis'

Pro memoria. Am 8. November hat der EG-Rat zwei Richtlinien zum Versicherungsbereich verabschiedet (Zweite Lebensversicherungs-Richtlinie, KOM(88) 729; Einbezug der Motorfahrzeugversicherung in den Anwendungsbereich der Zweiten Nichtlebensversicherungs-Richtlinie, KOM(88) 791). Es ist damit zu rechnen, dass die EG die beiden Instrumente in den 'acquis' einschliessen will (siehe HLNG/II/W 35/90). Der Schweiz würden sich dadurch keine besonderen Probleme stellen.

Die EFTA-Länder haben der EG-Kommission die Working Documents EFTA/NG II 24/90 (WD 24/90) und WD 27/90 übergeben. Sie enthalten Listen der Institute, die vom 'Banken-acquis' ('Erste Bankenrichtlinie' und nachfolgende Instrumente, die sich auf die Banken-Definition der 'Ersten Bankenrichtlinie' stützen) bzw. vom 'Versicherungs-acquis' ('Erste Lebens- und Nichtlebensrichtlinie' und nachfolgende Instrumente, die sich auf die Definitionen dieser Richtlinien stützen) **ausgenommen** werden sollen. Auch die EG kennt solche Listen; siehe z.B. die 'Erste Bankenrichtlinie' 77/780/EWG, Artikel 2. Eine Stellungnahme der Kommission liegt noch nicht vor.

Als zukünftigen 'acquis' ('pipeline acquis') schlägt die Kommission den Entwurf für eine Dritte Nichtlebensversicherungs-Richtlinie² vor (**Beilage 8**). Diese Richtlinie würde der Schweiz gewisse Probleme bereiten, indem sie beispielsweise den Einheitstarif in der Motorfahrzeug-Haftpflichtversicherung (MHV) in Frage stellen würde.

2.2. EFTA-Ausnahmen vom 'acquis'

Pro memoria. Die Schweiz hat mitgeteilt, dass sie im Rahmen einer 'Paketlösung' bereit sein könnte, ihr Begehren nach einer Ausnahme im Bereich der **jährlichen Rechnungslegung** (WD 4/90) in ein Begehren nach einer Uebergangsfrist in der Grössenordnung von fünf Jahren umwandeln. Voraussetzung wäre jedoch, dass die von der EFTA-HLNG genannten Bedingungen (befriedigende Lösung im rechtlichen und institutionellen Bereich, Uebergangsperioden, Schutzmechanismen) erfüllt würden. **Schweden** könnte sein Ausnahmebegehren betreffend die Freizügigkeit gewisser Finanzdienstleistungen (WD 2/90) aufgeben.

2.3. Drittlandregime im Bereich der Finanzdienstleistungen

Pro memoria. Im ihrem WD 44/90 haben die EFTA-Länder den Vorschlag eines **de facto gemeinsamen, de iure autonomen Aussenregimes** der EFTA- und EG-Länder gemacht. Der Vorschlag basiert auf Artikel 9 der Zweiten Bankenrichtlinie 89/646/EWG (ABl. L 386/1, 1989). Er übernimmt die dort beschriebenen Kriterien und Prozeduren: das Erstellen einer Liste von Ländern, die den EWR-Banken die Reziprozität beim Marktzutritt verweigern ('Schwarze Liste' bzw. 'Liste'), die Durchführung von **Verhandlungen** mit und gegebenenfalls das Ergreifen von **Sanktionen** gegen solche Länder. Da die EFTA-Länder **dieselben Reziprozitätskriterien** wie die EG verwenden würden, sollten sie in den meisten Fällen auf dieselbe(n) Liste(n) stossen wie die EG. Dies würde dann auch zu **konzertierten Politiken**, d.h. zu gleichlautenden Verhandlungs- und Sanktionsentscheiden führen.

2. ABl. C 244, 28.9.1990

Falls trotz der erwähnten Vorkehrungen die Listen der EWR-Parteien nicht übereinstimmen sollten bzw. das Resultat einer Verhandlung mit einem Drittstaat für eine Partei nicht akzeptabel wäre, könnte diese Partei eine **'Opting-out-Klausel'** anrufen. Diese hätte zur Folge, dass die EWR-Vertragsparteien zur Verteidigung ihrer Interessen Verhandlungen führen und Sanktionen (Verweigerung einer EWR-weiten Lizenz) verhängen würden. Das 'opting out' wäre gemäss EFTA-Vorschlag für eine **individuelle EWR-Vertragspartei** möglich; die EFTA-Länder würden sich jedoch bemühen, dass der Fall des 'opting out' so selten wie möglich auftritt und sich zu diesem Zweck **EFTA-intern und mit der EG absprechen**.

In ihrer vorläufigen, von den Mitgliedstaaten noch abzusegnenden schriftlichen Reaktion (**Beilage 1**) geht die **EG-Kommission** implizite auf den EFTA-Vorschlag eines **de facto gemeinsamen Regimes** ein, indem auch sie die Möglichkeit eines **'opting out'** anerkennt. Das EG-Papier erwähnt die Möglichkeit, dass EG- und EFTA-Seite auf **divergierende Listen** stossen und **unabhängig voneinander Sanktionen anwenden** könnten. Verschiedene **Fragen** bleiben durch die EG-Eingabe unbeantwortet. Zwar werden im Papier **keine Anforderungen an die EFTA-interne Organisation** gestellt; es wird allerdings von den EFTA-Länder als Gruppe und von einer **einzigsten EFTA-Liste** gesprochen. Es bleibt **abzuklären**, ob die EG-Seite bereit ist, ein **individuelles 'opting out'** zuzulassen, d.h. vom Konzept eines bindenden EFTA-Pfeilers abzurücken. Die Paragraphen 8 und 9, in denen von den Folgen divergierender EG- und EFTA-Listen die Rede ist, sind asymmetrisch ausgestaltet. Verhandlungen einzelner oder aller EFTA-Länder werden nicht erwähnt (,was nicht bedeuten muss, dass sie ausgeschlossen werden). Unklar ist weiterhin die Bedeutung des Satzes: " ... a licence granted by a Community Member State would be recognized throughout the whole EEA as a *Community licence*." Wenn EG- und EFTA-Liste übereinstimmen (Paragraph 10), würde die EG-Kommission **ohne EFTA-Beteiligung** mit dem betreffenden Drittland **Verhandlungen führen**; die Resultate der Verhandlungen würden jedoch auch auf die EFTA-Länder angewandt. Ueber die **Folgen partieller Verhandlungsergebnisse** (Erteilung nur einer begrenzten Anzahl von Lizenzen) spricht sich das EG-Papier nicht aus.

2.4. Weitere Themen im Bereich der Finanzdienstleistungen

Pro memoria. Das der EG-Seite übergebene **WD 21/90** enthält die **Uebergangsperioden**, die von den EFTA-Ländern im Bereich der Finanzdienstleistungen benötigt werden. Die EG-Kommission hat angekündigt, sie werde nicht auf die Uebergangsperioden eingehen, solange die Verhandlungen über die Ausnahmeregelungen nicht abgeschlossen sind.

Zur **zwischenstaatlichen Amtshilfe** bei der Aufsicht von Finanzinstituten haben die EFTA-Länder der EG-Kommission anlässlich eines Expertentreffens vom 28.

September drei Fragen gestellt³. In ihrer vorläufigen, von den Mitgliedstaaten noch nicht abgesehenen Antwort (**Beilage 2**) geht die Kommission auf die Frage nach den **Folgen missbräuchlicher Verwendung von Informationen** ein, die im Rahmen der Amtshilfe gewährt werden (Frage 1). Sie bestätigt zunächst, dass die ausgetauschten **Informationen nur zu Aufsichtszwecken** verwendet werden dürfen. Bei einer Verletzung dieser Bestimmung (Bruch des Berufs- oder Amtsgeheimnisses), müssten **Sanktionen gemäss nationalem Recht** von demjenigen Mitgliedstaat ergriffen werden, dessen Staatsangehöriger die Bestimmungen verletzt hat. Der betreffende Staat selbst könnte nicht zur Verantwortung gezogen werden. **Ungenügende Sanktionen**, d.h. eine mangelhafte Implementierung der Bankenrichtlinien, könnt jedoch mit einer **Prozedur gemäss Artikel 169 oder 170 EWGV** geahndet werden.

Zur **zweiten Frage** der einfachen oder doppelten Strafbarkeit sind möglicherweise einige Antwortelemente im **Gerichtsfall** Gemeinde Hillegom vs Hillenius (110/84, Vorabentscheidbegehren, **Beilage 3**) zu finden. Im betreffenden Fall hat der Europäische Gerichtshof festgestellt, dass es ein **Gleichgewicht** zu finden gelte zwischen der **Geheimhaltungspflicht** gemäss der Ersten Bankenrichtlinie und der **Pflicht, als Zeuge vor Gericht auszusagen**. Dieses Gleichgewicht soll der (nationale) Richter desjenigen Staates finden, in dem der Rechtsfall stattfindet. Ob sich an dieser Feststellung etwas ändert, wenn die preisgebende Information aus einem anderen Staat stammt, in welchem der untersuchte Tatbestand nicht strafbar ist, lässt sich aus dem zitierten Fall nicht ergründen. Es geht hier nur um 'innerstaatliche', nicht um 'grenzüberschreitende' Informationen.

Zur **dritten Frage** nach der Amtshilfe in Steuersachen enthält das Dokument der Kommission keine Antwort.

3. Kapitalverkehr

3.1. EG-'acquis'

Pro memoria. Zum Thema der Direktinvestitionen und der Immobilienoperationen ist der EG-Kommission ein umfangreicher **Fragenkatalog** übergeben worden (Dokument EA 204/90). Er ist EG-seits noch in Bearbeitung.

-
3.
 1. Welche Mittel zur Ahndung von Verletzungen der Regeln über die Amtshilfe gibt es?
 2. Dürfen die im Wege der Amtshilfe erhobenen Informationen in einem Verfahren verwendet werden, das die Verletzung von Straftatbeständen zum Gegenstand hat, die nur der Herkunftsstaat kennt (doppelte oder einfache Strafbarkeit)?
 3. Wie wird die Amtshilfe in Steuersachen geregelt?
-

3.2. EFTA-Ausnahmebegehren vom 'acquis'

Pro memoria. Im Rahmen einer 'Paketlösung' zur Erzielung des **politischen Durchbruchs** sind die **nordischen EFTA-Länder** bereit, die politische Verpflichtung auf sich zu nehmen, ihre Begehren nach permanenten Ausnahmen betreffend Direktinvestitionen und Immobilientransaktionen aufgeben. Sie prüfen eine Kombination von Schutzklauseln (siehe Abschnitt 9) und Uebergangsfristen als Ersatz. Voraussetzung für die Aufgabe der Ausnahmeforderungen wären die drei bereits erwähnten Bedingungen (befriedigende Lösung im rechtlichen und institutionellen Bereich, Uebergangsfristen, Schutzklauseln). Die **Schweiz** erwägt die Möglichkeit von Uebergangsperioden anstelle ihrer Ausnahmebegehren im Bereich der Parahotellerie und des Erwerbs von landwirtschaftlichem Boden. Auch bezüglich Zweitwohnungen wird an eine Uebergangsregelung gedacht. Die anderen Ausnahmebegehren der Schweiz - betreffend reine Kapitalanlagen in Immobilien und das ausländische Immobiliengewerbe - werden aufrechterhalten. Sie sind jedoch in Prüfung. Mit Resultaten der Prüfung ist Ende Januar 1991 zu rechnen; anschliessend ist eine Entscheidung des Bundesrates zu erwarten. Auch in **Österreich** werden alternative Massnahmen als Ersatz diskriminatorischer Gesetzgebung geprüft.

3.3. Drittlandpolitik im Bereich des Kapitalverkehrs

Pro memoria. Die wenigen Bestimmungen des 'acquis', welche die Drittlandbeziehungen im Bereich des Kapitalverkehrs betreffen, sind **Artikel 70(2) des Römer Vertrages** und **Artikel 7(2) der Richtlinie 88/361/EWG**. Der erstere enthält eine Schutzklausel, die angerufen werden kann, wenn Devisenvorschriften infolge des Fehlens von gemeinsamen Drittlandvorschriften umgangen werden. Der zweite stipuliert Beratungen und gegebenenfalls konzertierte Aktionen bei spekulativen, kurzfristigen Kapitalbewegungen aus oder nach Drittländern.

Die **EFTA-Seite** hat ihre Vorstellungen zum Drittlandregime im **WD 32/90** (siehe Anhang zum Bericht vom 9. Oktober) dargelegt. Sie bevorzugt darin die Autonomievariante in den Aussenbeziehungen, könnte sich jedoch **konzertierte Aktionen** gegenüber Drittländern vorstellen, falls angemessene institutionelle Lösungen gefunden werden.

In ihrer **endgültigen** schriftlichen Antwort (**Beilage 4**) stimmt die **EG dem EFTA-Vorschlag im wesentlichen zu**. Auch die EG möchte ihre Autonomie bewahren. Aehnliche Drittlandregimes der EG und der EFTA-Länder könnten jedoch verhindern, dass innerhalb des EWR eine Schutzklausel zur Verhinderung von Dreiecksoperationen angewandt werden müsste. Auf EG-Seite besteht im übrigen die Bestrebung, die erga-omnes-Liberalisierung von einer Absichtserklärung in eine rechtlich bindende Form überzuführen. Nicht erwähnt wird das früher von der EG-Seite befürwortete Zwei-Säulen-Modell.

Der EFTA-Vorsitzende stellt die Uebereinstimmung zwischen EFTA- und EG-Seite fest.

3.4. Schutzklauseln im Bereich des Kapitalverkehrs

N.B.: Es geht hier um Schutzklauseln im *Kapitalverkehr*, wie sie im Römer Vertrag und in der Kapitalverkehrsrichtlinie 88/361/EWG festgelegt sind. Schutzklauseln als *Ersatz für Ausnahmebegehren* werden in Abschnitt 9 diskutiert.

Pro memoria. Das Schutzklauselsystem im Bereich des Kapitalverkehrs ist in sechs verschiedenen Artikeln geregelt (Artikel 70(2), 73, 107(2), 108(3) und 109(1) EWGV sowie Artikel 3 der Kapitalverkehrsrichtlinie 88/361/EWG). Die EFTA-Länder haben ihre Vorstellungen zu den Schutzmassnahmen im WD 33/90 (siehe Anhang zum Bericht vom 9. Oktober) dargelegt. Sie stellen darin fest, dass im Bereich der Schutzklauseln ein enger Bezug zwischen Substanz und Institutionen besteht. Weiterhin besteht auch ein Bezug zu wirtschafts- und währungspolitischen Konsultationen, siehe den nächsten Abschnitt. Die Konsultationen sollen dazu beitragen, Schutzmassnahmen zu vermeiden.

Die EFTA-Delegationen würden in institutioneller Hinsicht einem **'Ein-Säulen-Modell'** mit Ueberwachung auf EWR-Ebene den Vorzug geben. Ein echtes gemeinsames Regime wäre die beste Lösung, da die Anwendung einer Schutzklausel durch einen Staat *alle* anderen Staaten betrifft.

Bereits früher und auch in ihrer endgültigen schriftlichen Reaktion auf das WD 33/90 hat sich die EG für ein **Zwei-Säulen-System** ausgesprochen (Beilage 5). Der EFTA-Pfeiler würde wie die EG über die Anwendung einer Schutzklausel entscheiden. Falls in einem gegebenen Fall EG und EFTA zu verschiedenen Entscheidungen über die Zulässigkeit einer Schutzklausel kämen, würden eine allgemeine Schutzklausel und ein Schlichtungsmechanismus aktiviert.

Für die Schweiz ist der EG-Vorschlag in der vorliegenden Form inakzeptabel. Ihre Argumente sind insbesondere:

- Ein EFTA-intern oder auch EWR-weit verwaltetes Schutzklauselsystem im Kapitalbereich geht über die *bloße Ueberwachung von EWR-Regeln hinaus*. Es geht um 'Management'⁴. Auf die Entscheidung der HLNG, das Zwei-Säulen-Modell als Arbeitshypothese für den für den *Ueberwachungsbereich* zuzulassen, kann man sich hier nicht berufen.
- Vermeidung der *Präzedenzfallwirkung*: In anderen Bereichen (Ersatzmassnahmen für Ausnahmebegehren, Abschnitt 9) wollen die EFTA-Länder *autonom* auszulösende Schutzklauseln. Daher sollen sie im Bereich des Kapitalverkehrs eine kollektive (EFTA-) Anwendung der Schutzklauseln vermeiden.
- Die EG scheint nicht bereit, ihre Autonomie aufzugeben; sie will bei der Anwendung von Schutzklauseln *nicht* auf EWR-Ebene überwacht werden. Daher sollen auch die anderen EWR-Vertragsparteien, d.h. die EFTA-Länder autonom bleiben. Sie sollen die Möglichkeit haben, Schutzklauseln *autonom auszulösen*. Dies schliesst *Konsultationen* nicht aus, die zu einem 'möglichst gemeinsamen' Regime führen sollen. Von grösster Wichtigkeit sind dabei Konsultationen auf *EWR-Ebene*.
- Eine *EFTA-Säule*, welche die Anwendung der Schutzklauseln kontrollieren würde, hätte *keinen Sinn*. Die Schutzmassnahmen hätten auf alle EWR-Länder (und weitere Drittländer) Auswirkungen. Im weiteren müssten EWR-weite Entscheide, falls solche sich dennoch als möglich erweisen sollten, schnell gefällt werden können (z.B. innert 48 Stunden). Eine vorgeschaltete EFTA-interne Prozedur würde nur verlangsamernd wirken.

Die Diskussionen der EFTA-Delegationen führen zum folgenden **Konsens**. Falls ein **'Ein-Säulen-Modell'** nicht verwirklicht werden kann, soll ein **'nicht-bindendes Zwei-Säulen-Modell'** mit den folgenden Eigenschaften angestrebt werden:

- Die EWR-Schutzklauseln sollen auf den EG-Schutzklauseln beruhen, um eine uniforme Anwendung zu gewährleisten.

4. Beurteilung, ob 'Schutzklauselsituation' gegeben; Entscheidung über die Auslösung ('triggering off') und die Art der Schutzmassnahme

- Die **Auslösung** einer Schutzklausel soll durch **individuelle EFTA-Länder** möglich sein, d.h. es wird **kein bindender EFTA-Pfeiler** angestrebt.
- Bei Streitfällen um die Anwendung einer Schutzklausel soll ein **EWR-Gerichtsorgan** die letzte Entscheidung fällen.
- Es ist wichtig, im **EWR ein Konsultations- und Ueberwachungsorgan** (eine 'starke Brücke') zu haben. Im vorliegenden Bereich lässt sich die Notwendigkeit eines 'common body' besser als in anderen Gebieten begründen.
- *Vor* der Auslösung einer Schutzklausel sollen **Konsultationen** stattfinden (ex ante). Nur in dringenden Fällen sollen die Konsultationen ex post stattfinden. Innerhalb der EFTA würden pragmatische und informelle Konsultationen stattfinden, damit die EFTA - in der Regel - mit einer Stimme sprechen könnte.

Der EG-Seite soll insbesondere die Frage nach den Funktionen des gemeinsamen Organs gestellt werden. Die Frage des 'monitoring' einer Schutzklausel-Anwendung - die Abklärung, ob die Gründe für die Auslösung noch gegeben sind - muss weiter studiert werden.

Interessant ist eine **gewisse Annäherung der Positionen Schwedens und Norwegens an die schweizerische Position**. Schweden, das früher das Zwei-Säulen-Modell befürwortet hat, spricht sich jetzt gegen eine 'mirror situation' aus. 'How we organize ourselves is our matter'; [this is EFTA's] 'cuisine interne'.

3.5. Wirtschafts- und währungspolitische Konsultationen

Pro memoria. Die EG-Seite hat mit einer Stellungnahme vom 16. Oktober "on economic and monetary policy cooperation" schriftlich auf die Anfrage der EFTA-Länder nach regelmässigeren und strukturierteren Konsultationen im Bereich der Wirtschafts- und Währungspolitik geantwortet. Die Kommission ist bereit, mit den EFTA-Ländern einen **breiter angelegten Dialog** zu führen. Die **Entscheidungsautonomie** beider Seiten müsse jedoch bewahrt bleiben; die Konsultationen wären mithin nicht-bindend. Zwei Themenbereiche scheinen der Kommission besonders wichtig zu sein. Einerseits sollen die **wirtschaftliche Implementation** des EWR-Vertrages und seine Integrationswirkung verfolgt werden. Andererseits sollen Informationen über **makroökonomische Grössen**, Entwicklungen und Politiken ausgetauscht werden.

Die **EFTA-Seite** ist zufrieden mit diesem Angebot. Die Einigung wird im 'joint statement' der NG II an die HLNG (**Beilage 6**) festgehalten. Darin wird auch festgestellt, dass institutionelle Aspekte später diskutiert werden sollen.

4. Transportdienstleistungen

Nach wie vor steht eine Antwort der EG-Seite auf die am 28. September übergebenen Working Documents aus.

a) **Rheinschifffahrt**

Der von den EFTA-Staaten unterbreitete Vorschlag, einen gemeinsamen Brief an die Zentrale Rheinkommission (ZRK) zu richten, um von dieser den Zugang zur Rheinschifffahrt für alle EWR-Staaten (insbesondere Oesterreich) zu erhalten, wird von der EGK abgelehnt. Sie begründet dies mit dem Widerstand unter den EG-Staaten in der ZRK in der Zugangsfrage. Es macht den Anschein, als ob sich die EGK ihrer Sache - sie reklamiert das Recht für sich, den Zugang zum Rhein zu gewähren - nicht mehr so sicher wäre. Es bleibt nun den EFTA-Staaten überlassen, bei der ZRK vorzusprechen.

b) **Grenzkontrollen**

Die Schweiz betrachtet das Ausnahmebegehren bezüglich Grenzkontrolle des Lastwagengewichtes (EG-Verordnung 4060/89) in direktem Zusammenhang mit der permanenten Ausnahme bei der 28-Tonnen-Limite (vgl. dazu **Beilage 7**). Oesterreich wünscht ein weiteres gemeinsames Expertentreffen in diesem Zusammenhang. Dieses findet am 5. Dezember in Brüssel statt.

c) **Lenkzeiten für Chauffeure**

Die NG II erklärt sich mit dem Vorschlag der EG-Seite einverstanden, mit der Behandlung des Themas bis zum Abschluss der AETR-Revision Ende Januar 1991 zuzuwarten. Die Nordiker begründen ihr Begehren nach längeren Lenkzeiten mit den harten klimatischen Bedingungen und den langen Distanzen. Bei dieser Frage zeigt sich einmal mehr, wie wichtig es ist, bei wichtigen spezifischen Anliegen von Anfang an mitreden zu können.

d) **Drittlandregime für Transportdienstleistungen**

Norwegen bringt dieses Thema anlässlich der Diskussion des Vertragsentwurfes zur Sprache. Art. 75 Abs. 1 (a) EWGV bildet die Grundlage für gemeinsame Regeln im internationalen Verkehr. Die von der Schweiz verfolgte Linie entspricht der EFTA-Plattform (HLSG/W 5/90) und zielt auf eine Beibehaltung der Autonomie gegenüber Drittstaaten ab. Von Fall zu Fall ist die Schweiz jedoch bereit, sofern dies für das gute Funktionieren des EWR als notwendig erachtet wird und in unserem Interesse liegt, eine Koordination ins Auge zu fassen. Bei

der weiteren Behandlung dieser Frage ist es wichtig, dem horizontalen Aspekt Rechnung zu tragen damit für andere Bereiche keine Präzedenzfälle geschaffen werden.

Folgende Elemente sollten nach Ansicht Norwegens und Finnlands bei einem allfälligen Drittlandregime abgedeckt sein:

- Dumpingpreise
- Konsultationsverfahren
- Zugang zur Verkehrsinfrastruktur

Für die Schweiz wäre ein gemeinsames Drittlandregime u.U. in den Bereichen Luftverkehr und Hochseeschifffahrt von Interesse. Detailabklärungen sind im Hinblick auf ein EFTA- Expertentreffen vom 20. Dezember im Gange.

e) Staatliche Beihilfen

Der gesamte diesbezügliche acquis im Transportbereich wurde der Arbeitsgruppe "Staatliche Beihilfen" der NG I zur weiteren Bearbeitung zugewiesen.

f) EG-Vorschläge zur Erweiterung des 'acquis'

In **Beilage 8** hält die Kommission vier Instrumente fest, die sie dem 'acquis' beifügen möchte.

5. Telekommunikationsdienstleistungen

Pro memoria. Für die Schweiz gehört ein Verzicht auf das Ausnahmebegehren bezüglich der Definition der Telekommunikations-Grunddienste (Kommissionsrichtlinie 90/388/EWG, WD 26/90) zur 'Paketlösung', welche den politischen Durchbruch in den Verhandlungen ermöglichen soll. Die **liechtensteinische Delegation** verweist auf den Postvertrag mit der Schweiz. Ein schweizerischer Verzicht auf ein Ausnahmebegehren würde auch den liechtensteinischen Verzicht nach sich ziehen. **Island** kann die EG-Richtlinie akzeptieren, sofern dadurch die Flächendeckung durch Telekommunikationsdienste nicht gefährdet wird.

Die **EFTA-Seite** hat sich für die **Aufnahme eines neuen Instruments** in den 'acquis' ausgesprochen. Es handelt sich um den Beschluss der Kommission vom 30. Juli 1990 'zur Einsetzung eines Paritätischen Ausschusses für den Bereich Fernmeldewesen' 90/450/EWG⁵. Der zu bildende Ausschuss wird die Kommission

5. ABl. L 230/25, 1990

bei der Planung und Durchführung der Gemeinschaftspolitik unterstützen. Ziele sind die Verbesserung der Wettbewerbssituation und der Arbeitsbedingungen in diesem Bereich.

In ihrem Antwortfragment (**Beilage 9**) verweist die **Kommission** auf ihre Haltung, bis zur horizontalen Lösung der institutionellen Fragen keine Stellung zu institutionellen Begehren der EFTA-Seite zu nehmen.

Umgekehrt schlägt die Kommission den Einschluss zweier Instrumente vom 9. Oktober 1990 in den 'acquis' vor, siehe **Beilage 8**.

6. Audiovisuelle Dienstleistungen

Pro memoria. Die EFTA-Position, wonach der 'acquis' im Bereich der audiovisuellen Dienstleistungen durch die **Europaratskonvention** über das grenzüberschreitende Fernsehen und nicht durch die **EG-Richtlinie 89/552/EWG** gebildet wird, könnte zur Erzielung des '**politischen Durchbruchs**' und bei Erfüllung der 'Durchbruchs-Bedingungen' (befriedigende institutionelle Lösung, Uebergangsfristen, Schutzklauseln) aufgegeben werden. Eine Annahme der EG-Richtlinie als 'acquis' würde der **Schweiz** in fünf Bereichen Schwierigkeiten bereiten: im Bereich der Alkohol- und der zielgerichteten grenzüberschreitenden Werbung, der europäischen Quoten, der Exklusivitätsrechte sowie der 10%-Quote für europäische Nicht-Eigenproduktionen.

Am 22. November hat in Brüssel ein Treffen von EFTA- und von EG-Audiovisions-Experten stattgefunden; siehe HLNG/II/W 38/90. Es bestehen jedoch weitere offene Fragen. Wegen der Langsamkeit der EG-Seite im schriftlichen Verfahren soll ein **weiteres Expertentreffen** vorgeschlagen werden. Dieses soll nach den Vorstellungen der EFTA-Delegationen sobald als möglich stattfinden. Von EG-Seite war ein Treffen im Januar 1991 angeregt worden.

7. Informationsdienstleistungen

Pro memoria. Die Informationsdienstleistungen sind von potentiell grosser wirtschaftlicher Bedeutung. Es ist für die **EFTA-Länder** wichtig, die Informationsdienstleistungen als **wirtschaftliche Kategorie** behandelt zu sehen - und in der NG II zu behandeln -, auch wenn zum gegenwärtigen Zeitpunkt kein EG-'acquis' im eigentlichen Sinn existiert. In gewissen Programmen wie IMPACT ist die EG daran, Regeln zum Informationsdienstleistungsbereich aufzustellen, etwa betreffend Datenschutz und Datenpiraterie.

Die **EG-Kommission** ist damit einverstanden, dass **zukünftige Legislation** im Bereich der Informationsdienstleistungen zu **EWR-relevantem 'acquis'** analog beispielsweise dem Telekommunikations-'acquis' würde. Dieser 'acquis' "would be on the table of the joint [EFTA-EG] body". Damit kann ein **Teil-Konsens** zwischen EFTA- und EG-Seite festgehalten werden; siehe das '**joint statement**' der NG II an die HLNG, **Beilage 6**.

Unter den gegenwärtigen Programmen erachtet die Kommission einzig das SPRINT-Programm als EWR-relevant. Sie hat jedoch vorgeschlagen, zwei Richtlinienentwürfe zum **Datenschutz** dem 'pipeline acquis' zuzuordnen, siehe **Beilage 8**.

Das geplante **EG-EFTA-Expertentreffen** zu den Informationsdienstleistungen soll nach dem Willen der Kommission erst im Januar 1991 abgehalten werden. Die EFTA-Seite wird ihrer Besorgnis über diese Verzögerung Ausdruck geben und auf einem baldigen Treffen bestehen. (Das Treffen würde im Rahmen des Luxemburger Nachfolgeprozesses stattfinden.)

8. Entwurf des EWR-Vertrages

Die Kommission hat den EFTA-Staaten ein Arbeitspapier (siehe **Beilage 10**) mit unverbindlichen Kommentaren zu den EWR-relevanten Bestimmungen des EWG-Vertrages vorgelegt. Der EWR-Vertrag wird sich in seinem Aufbau an jenen der EWG anlehnen, soll jedoch, gemäss der Kommission, keine Bestimmungen enthalten, die **über den Geltungsbereich des EWR hinausgehen**, die **zeitlich überholt** sind oder **ausschliesslich EG-interne Angelegenheiten** betreffen ("cuisine interne"). Gemeint sind im letzten Fall Bestimmungen über Institutionen und 'Komitologie'.

In einer ad-hoc Untergruppe der EFTA-NG II wurden Entwürfe für die EWR-Vertragsbestimmungen vorbereitet. Als Arbeitsgrundlagen dienten drei Sekretariatspapiere. Das erste Dokument (HLNG 41/90) deckt das Niederlassungsrecht und die Dienstleistungen ab. Das zweite (HLNG 47/90) behandelt den Kapitalverkehr, die Zahlungsbilanz sowie einen Teil der Schlussbestimmungen. Das dritte (HLNG 37/90) beinhaltet die Bestimmungen für den Verkehrsbereich.

a) **Niederlassungsrecht (Artikel 52 - 58 EWGV) und Dienstleistungen (Artikel 59 - 66 EWGV):**

Die beiden Artikel des Römer Vertrages, welche die Grundsätze des freien Niederlassungsrechts (Art. 52) sowie der Dienstleistungsfreiheit (Art. 59) beinhalten, sollen für die Zwecke des EWR-Vertrages **neu formuliert** werden. Diese Bestimmungen sollen nicht mehr eine Liberalisierungsaufforderung an die Mitgliedstaaten, sondern die explizite Gewährleistung der Niederlassungs- und der Dienstleistungsfreiheit enthalten.

b) Kapitalverkehr (Artikel 67 -73 EWGV), Zahlungsbilanz (Artikel 104 - 109 EWGV), Teil der Schlussbestimmungen (Artikel 220 -222 EWGV):

Im Sekretariatsentwurf wurde die Anwendung von Schutzklauseln im Kapitalverkehrsbereich im Sinne des sogenannten "Zwei-Säulen"-Modells formuliert. Die Schweizer Delegation, welche diese noch offene institutionelle Frage nicht präjudiziert haben wollte, drängte erfolgreich auf die Abänderung des Vertragsentwurfes. In diesem wird nun das **"institutionelle" Problem** ausgeklammert, dies durch einen Verweis auf ein noch zu erarbeitendes **"Protokoll Z"**, welches die prozeduralen Aspekte des Schutzklauselmechanismus enthalten wird.

Das Kapitel "Zahlungsbilanz" soll im EWR-Vertrag in zwei Abschnitte, "Wirtschafts- und währungspolitische Konsultationen" (Art. 104, 105 EWGV) sowie "Zahlungsbilanz" (Art. 106-109 EWGV) unterteilt werden. Gemäss EFTA-Entwurf wird der Wortlaut des **Artikel 105 EWGV** für die Zwecke des EWR-Vertrages durch die übereinstimmende Formulierung betreffend die wirtschafts- und währungspolitischen Konsultationen **ersetzt**, welche im gemeinsamen Bericht vom 20. November 1990 über den erzielten Fortschritt in NG II festgehalten ist.

Die ausführliche Bestimmung im EWG-Vertrag (**Art. 106 EWGV**) betreffend den Zahlungsverkehr soll durch das Grundprinzip, dass der freie Zahlungsverkehr gewährleistet ist, **ersetzt** werden.

c) Verkehr (Artikel 74 -84 EWGV):

Im Verkehrsbereich wurden nur wenig Fortschritte erzielt, da **noch grundsätzliche Fragen offen** sind. Zu Artikel 74 EWGV betreffend die **'gemeinsame Verkehrspolitik'** müssen sich die Transportexperten über die Zielsetzung in diesem Bereich einigen - inwiefern unterscheidet sich diese von jener betreffend die vier Freiheiten? Soll die Transportpolitik koordiniert werden, oder soll ein gemeinsamer Transportmarkt (statt gemeinsamer Transportpolitik) geschaffen werden? Wie soll die Politik gegenüber **Drittländern** gestaltet werden (Art. 75 (1)(a) EWGV)? Wie wird das Problem der **staatlichen Beihilfen** geregelt (Art. 77 EWGV)? Ein **Expertentreffen am 20. Dezember 1990** wird sich der offenen Fragen annehmen.

Die ad-hoc Gruppe der **EFTA-NG II** hat die Kommentare der **EG** in ihrer Arbeit berücksichtigt, kam jedoch **nicht immer zum selben Resultat**, da zum jetzigen Zeitpunkt der genaue Geltungsbereich des EWR sowie die "ausschliesslich EG-interne Angelegenheiten" zu Interpretationen Anlass geben. Das Sekretariat wird die drei Dokumente, die als Arbeitsgrundlagen dienen, im Sinne der

b) Kapitalverkehr (Artikel 67 -73 EWGV), Zahlungsbilanz (Artikel 104 - 109 EWGV), Teil der Schlussbestimmungen (Artikel 220 -222 EWGV):

Im Sekretariatsentwurf wurde die Anwendung von Schutzklauseln im Kapitalverkehrsbereich im Sinne des sogenannten "Zwei-Säulen"-Modells formuliert. Die Schweizer Delegation, welche diese noch offene institutionelle Frage nicht präjudiziert haben wollte, drängte erfolgreich auf die Abänderung des Vertragsentwurfes. In diesem wird nun das **"institutionelle" Problem** ausgeklammert, dies durch einen Verweis auf ein noch zu erarbeitendes **"Protokoll Z"**, welches die prozeduralen Aspekte des Schutzklauselmechanismus enthalten wird.

Das Kapitel "Zahlungsbilanz" soll im EWR-Vertrag in zwei Abschnitte, "Wirtschafts- und währungspolitische Konsultationen" (Art. 104, 105 EWGV) sowie "Zahlungsbilanz" (Art. 106-109 EWGV) unterteilt werden. Gemäss EFTA-Entwurf wird der Wortlaut des **Artikel 105 EWGV** für die Zwecke des EWR-Vertrages durch die übereinstimmende Formulierung betreffend die wirtschafts- und währungspolitischen Konsultationen **ersetzt**, welche im gemeinsamen Bericht vom 20. November 1990 über den erzielten Fortschritt in NG II festgehalten ist.

Die ausführliche Bestimmung im EWG-Vertrag (**Art. 106 EWGV**) betreffend den Zahlungsverkehr soll durch das Grundprinzip, dass der freie Zahlungsverkehr gewährleistet ist, **ersetzt** werden.

c) Verkehr (Artikel 74 -84 EWGV):

Im Verkehrsbereich wurden nur wenig Fortschritte erzielt, da **noch grundsätzliche Fragen offen** sind. Zu Artikel 74 EWGV betreffend die **'gemeinsame Verkehrspolitik'** müssen sich die Transportexperten über die Zielsetzung in diesem Bereich einigen - inwiefern unterscheidet sich diese von jener betreffend die vier Freiheiten? Soll die Transportpolitik koordiniert werden, oder soll ein gemeinsamer Transportmarkt (statt gemeinsamer Transportpolitik) geschaffen werden? Wie soll die Politik gegenüber **Drittländern** gestaltet werden (Art. 75 (1)(a) EWGV)? Wie wird das Problem der **staatlichen Beihilfen** geregelt (Art. 77 EWGV)? Ein **Expertentreffen am 20. Dezember 1990** wird sich der offenen Fragen annehmen.

Die ad-hoc Gruppe der **EFTA-NG II** hat die Kommentare der **EG** in ihrer Arbeit berücksichtigt, kam jedoch **nicht immer zum selben Resultat**, da zum jetzigen Zeitpunkt der genaue Geltungsbereich des EWR sowie die "ausschliesslich EG-interne Angelegenheiten" zu Interpretationen Anlass geben. Das Sekretariat wird die drei Dokumente, die als Arbeitsgrundlagen dienen, im Sinne der

Kommentare und Abänderungsanträge der ad-hoc Gruppe ergänzen. Diese werden neu auch die **Artikel 223 bis 226 EWGV** (Schlussbestimmungen) umfassen, welche von NG II als **EWRelevant** betrachtet werden.

9. Schutzklauseln anstelle permanenter Ausnahmen

Pro memoria. Die EFTA-HLNG hat einige Vorgaben zu den Schutzklauseln aufgestellt, die als Ersatz für permanente Ausnahmen dienen sollen. Sie fordert insbesondere, dass die Schutzklauseln **zeitlich unbeschränkt zur Verfügung stehen** sollen (was nicht heisst, dass ein *Anwendungsfall* zeitlich unbeschränkt sein soll). Die Klauseln sollen von den Vertragsparteien im weiteren **autonom** ausgelöst werden können. Würde die Auslösung einer Schutzklausel von einer Partei als nicht gerechtfertigt erachtet, sollte sie ein **EWRechtsprechungsorgan** anrufen können.

In der Diskussion werden von den Delegationen die folgenden Punkte angesprochen:

- Der Zusammenhang: **spezifische** Schutzklausel - **autonome** Auslösung bzw. allgemein formulierte Schutzklausel - kollektives 'Management' wird anerkannt.
- Eine Schutzklausel soll **nicht die Umbenennung einer permanenten Ausnahme** sein.
- **Kriterien** für die Auslösung einer Schutzklausel sind **schwierig** zu formulieren: Kann die Geschwindigkeit einer Preisänderung als Indikator für eine Marktstörung dienen?
- Die Anwendung einer Schutzklausel soll die **Proportionalität** zwischen Problem und der Massnahme zur Behebung des Problems respektieren.
- Das **'monitoring'** einer Schutzklauselanwendung soll als Idee der EG gegenüber vorgebracht werden. Die EG-Seite kann diese Idee bei Interesse aufgreifen.

Eine längere Diskussion entspinnt sich zum Vorschlag der Schweizer Delegation, die Schutzklausel nach **Artikel 73 EWGV** mit den von EG-Seite vorgebrachten Anwendungskriterien (siehe Anhang zu **Beilage 5**) auf den Immobiliensektor anzuwenden. Insbesondere der Begriff des 'crowding out' der niedergelassenen Bevölkerung (Staatsangehörige und Ausländer) auf dem Immobilienmarkt fällt auf offene Ohren. Die norwegische Delegation überlegt sich sogar eine Anwendung des Begriffs auf das einheimische Aktionariat bei Firmenübernahmen!

Weitere Angaben zu den Schutzklauseln finden sich im **Vorspann** zu diesem Bericht.

10. Weiteres

Pro memoria. Das Sonderstatut der Åland-Inseln ist letztmals vor Beginn der formellen Verhandlungen besprochen worden. Die Åland-Inseln kennen eine 'regional citizenship', die sogar gegenüber Angehörigen des Heimatstaates (Finnland) diskriminatorisch wirkt. Die beste Lösung wäre ein Sonderprotokoll für die Åland-Inseln, wie es beispielsweise auch die Kanal-Inseln kennen. Das Problem soll informell mit der EG-Seite besprochen werden.

11. Nächste Sitzungen

Die nächste EFTA-interne und EG-EFTA-Sitzung der NG II findet am **7. Dezember** in **Brüssel** statt mit Beginn um 11 Uhr. Es ist mit einer Sitzung bis spät abends zu rechnen. Die früher für den 13. und 14. Dezember vorgesehene EFTA-interne Sitzung findet an diesen beiden Tagen *nicht* statt.

B. Gasser
R. Winzap
Ch. Schoenenberger

Beilagen: erwähnt